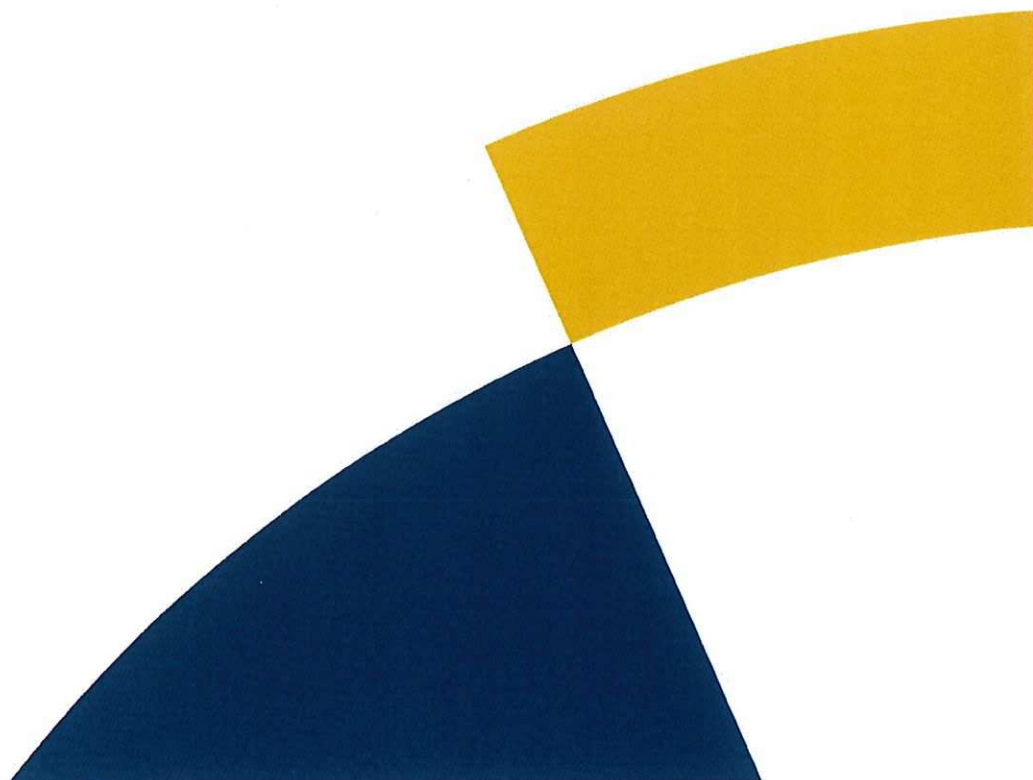


TRISOMIE 21 GARD

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Trisomie 21 Gard

534 Avenue du Marechal Juin
30900 NIMES

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Trisomie 21 Gard relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2022-06, exposé dans la note « de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

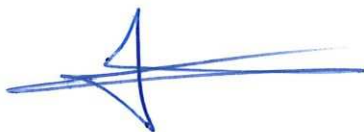
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mauguio, le 1er juin 2026

Le Commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Julien DUFRENE

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	16 437	13 272	3 165	2 050
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	115 498	112 529	2 969	17 928
Installations techniques, matériel et outillage	10 724	10 502	222	322
Autres immobilisations corporelles	303 759	259 949	43 811	69 676
Immo. corp. en cours, avances et acomptes				
BIENS RECUS PAR LEGS / DONATIONS POUR CESSION				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations et créances rattachées	257 190		257 190	
Autres immobilisations financières	6 045		6 045	6 045
<u>TOTAL I</u>	<u>709 654</u>	<u>396 252</u>	<u>313 402</u>	<u>96 021</u>
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (B & S)				
Marchandises				
CREANCES				
Usagers et comptes rattachés	4 506		4 506	5 238
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	521 544		521 544	1 543 886
Charges constatées d'avance	8 734		8 734	10 415
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	5 167		5 167	5 167
Disponibilités	1 246 286		1 246 286	805 828
<u>TOTAL II</u>	<u>1 786 236</u>		<u>1 786 236</u>	<u>2 370 533</u>
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des emprunts				
Ecart de conversion - Actif				
<u>TOTAL III</u>				
TOTAL DE L'ACTIF	2 495 890	396 252	2 099 638	2 466 553

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	144 051	144 051
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves activités SMS gestion contrôlée	274 537	243 510
Autres réserves	20 000	20 000
Report à nouveau des activités sociales médico sociales	39 181	-1 602
Report à nouveau propre	1 085 649	1 033 726
Résultat de l'exercice	75 969	123 733
SITUATION NETTE	1 639 387	1 563 417
Fonds propres consommables		
Subvention d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées	35 254	31 699
<u>TOTAL I</u>	<u>1 674 641</u>	<u>1 595 117</u>
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	136 973	136 573
<u>TOTAL II</u>	<u>136 973</u>	<u>136 573</u>
PROVISIONS		
Provisions pour risques	31 380	
Provisions pour charges		
<u>TOTAL III</u>	<u>31 380</u>	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (Titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 943	27 420
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 629	42 524
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	195 808	206 400
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	4 264	3 158
Produits constatés d'avance		455 361
<u>TOTAL IV</u>	<u>256 644</u>	<u>734 863</u>
COMPTES DE REGULARISATION		
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL DU PASSIF	2 099 638	2 466 553

COMPTE DE RESULTAT

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	Simple : Variation en valeur
Cotisations	39 750	23 928	15 822
Ventes de Biens et services	38 197	28 951	9 246
Production stockée			
Production immobilisée			
Concours publics et subventions	2 061 189	2 025 460	35 729
Ressources liées à la générosité du public	19 437	34 443	-15 007
Contributions financières	11 350	13 950	-2 600
Reprises amortissements, dépréciations et provisions	1 700	2 583	-883
Utilisation des fonds dédiés		4 660	-4 660
Autres produits	9 478	20 018	-10 540
Produits d'exploitation	2 181 101	2 153 993	27 108
Achats de marchandises			
Variation de stock de marchandises			
Achats de matières premières			
Variation de stock de matières premières			
Autres achats et charges externes	398 600	378 471	20 129
Aides financières	60		60
Impôts et taxes	80 969	80 238	731
Salaires et Traitements	1 067 118	1 055 073	12 045
Charges sociales	435 257	444 856	-9 599
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	44 537	43 645	892
Dotations aux provisions	31 380		31 380
Report en fonds dédiés	400		400
Autres charges	51 260	44 659	6 600
Charges d'exploitation	2 109 581	2 046 942	62 639
RESULTAT D'EXPLOITATION	71 520	107 051	-35 531
Produits financiers	11 088	15 137	-4 049
Charges financières	793	483	310
Résultat financier	10 295	14 654	-4 360
RESULTAT COURANT	81 815	121 706	-39 891
Produits exceptionnels		7 505	-7 505
Charges exceptionnelles	3 555	2 938	617
Résultat exceptionnel	-3 555	4 567	-8 122
Participation des salariés			
Impôts sur les sociétés	2 291	2 540	-249
EXCEDENT OU DEFICIT	75 969	123 733	-47 763
Contributions volontaires en nature	34 239	38 747	-4 508
Charges des contributions volontaires en nature	-34 239	-38 747	4 508

REGLES ET METHODES COMPTABLES

1/ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social de l'entité

L'association TRISOMIE 21 Gard est une Association Loi 1901, fondée en 1982. Elle regroupe les adhérents jeunes, parents et professionnels du département, concernés par la Trisomie 21 et autres troubles du développement intellectuel (TDI).

Les objectifs de l'association sont :

- De rassembler toute personne concernée par la trisomie 21 ou autres TDI pour étudier, élaborer et mettre en place des projets visant à l'inclusion sociale et à l'autonomie des enfants, adolescents et adultes avec trisomie 21 ou TDI.
- Étudier, élaborer et mettre en place des projets visant l'autonomie, la participation sociale et l'autodétermination des personnes avec trisomie 21 et autres TDI, et favoriser l'autoreprésentation et l'accompagnement par les pairs.
- De faire connaître et respecter les personnes concernées.

Description de la nature et du périmètre des activités ou des missions sociales réalisées

Elle gère :

- Un SESSAD (Service d'Éducation Spécialisée et de Soins À Domicile), sous tutelle de l'ARS, qui accompagne 50 enfants, adolescents et leurs familles dans leur parcours en milieu ordinaire (crèche, école, centre de loisirs, dans la cité...)

- Une plate-forme d'inclusion professionnelle avec :

* DEFI 21 : Centre de formation pour accéder à un emploi en milieu ordinaire de travail et dispositif de maintien dans l'emploi en milieu ordinaire.

Financements : Fond Social Européen, Conseil Régional Occitanie, Conseil Départemental du Gard, l'AGEFIPH, DREETS (PRITH), ARS, Nîmes Métropole, la ville de Nîmes, FIPHFP, EDF, crédit agricole, objectif inclusion, Auto-financement.

- Un ESAT hors les murs, de 11 places, sous tutelle ARS, passerelle pour un emploi en milieu ordinaire.

Conformément aux souhaits des familles et aux textes législatifs actuellement en vigueur, en lien avec sa fédération, TRISOMIE 21 Gard s'est fixé depuis 2019 comme objectifs de :

- Développer l'accessibilité au milieu ordinaire des enfants avec trisomie 21 ou autres troubles du développement intellectuel.
- Accompagner les personnes dans leurs projets professionnels en milieu ordinaire.
- Travailler et trouver des solutions dans l'accompagnement des personnes dans leur vie quotidienne par le biais du Médiateur de Parcours Inclusif (projet non réalisé en 2023).

2/ Faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant

Néant

REGLES ET METHODES COMPTABLES

3/ Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 Décembre 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du 5/
- Indépendance des exercices

4/ L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Immobilisations Corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Immobilisations incorporelles (logiciels)	3 ans
- Agencements et aménagements des constructions	10 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers	3 à 10 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 ans
- Mobilier	3 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Le tableau des réserves et provisions décrit, le cas échéant, l'état de ces provisions.

Subventions d'investissement

Le tableau des subventions d'investissement décrit, le cas échéant, l'obtention de nouvelles subventions, les quotes-parts de ces subventions d'investissement virées au résultat, et la diminution des subventions.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

5/ Changement de méthode comptable :

La première application du règlement ANC n°2022-06 constitue un changement de méthode comptable. L'association applique une méthode prospective, le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

En application de l'obligation prévue par le nouveau règlement, les changements induits sont les suivants :

- Les postes de transferts de charges sont supprimés. Les opérations précédemment affectées dans ces comptes sont désormais comptabilisées en produits de refacturation, en produits d'indemnité d'assurance ou en déduction des charges qu'ils compensent, selon la nature de l'opération.
- L'utilisation des comptes de produits et charges exceptionnels est strictement limitée aux opérations liées à un " évènement majeur et inhabituel ".

Comparatif difficile sur certains comptes.

6/ Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- de l'arrêté du 12 Novembre 2008 relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant de l'article R.314-1 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires relevant de l'article R.314-81 du même code.
- du règlement n° 2014-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n° 2018-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n° 2019-04 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 8 Novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes de droit privé à but non lucratif.
- du règlement n°2022-06 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 4 Novembre 2022 modifiant le règlement n°2014-03 de l'ANC du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.
- du règlement n°2023-03 de l'A.N.C. (Autorité des Normes Comptables) du 7 Juillet 2023 modifiant le règlement n°2018-06 de l'ANC du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- de l'arrêté du 27 Décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Gestion contrôlée : Présentation

7/ Résultats de la gestion contrôlée

Les résultats et les reports à nouveau de la gestion contrôlée dont le détail est fourni en annexe, figurent temporairement dans les fonds propres dans l'attente de l'affectation définitive par les organismes financeurs.

Engagements en matière de retraite

8/ Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés selon la méthode des droits proratisés temporis majorés des charges sociales. Il a été retenu un taux de progression de 1,5%, un taux d'actualisation de 3,96%, une rotation lente du turn-over et un âge moyen de départ à la retraite de 64 ans.

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont valorisés en annexe des comptes de l'entité.

9/ Le bénévolat correspondant au temps passé (hors réunions statutaires) est valorisé sur la base de 1 974 heures x 11,88 Euros / Heure (taux SMIC au 01/11/2024) majorées des charges sociales (46%)

ANALYSE DES RESULTATS

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
GESTION PROPRE ASSO.	44 307,33			
DEFI 21		1 273,58		
S.E.S.S.A.D.			27 428,83	
E.S.A.T. PRODUCTION		2 665,20		
E.S.A.T. SOCIAL			8 172,05	
TOTAUX	44 307,33	3 938,78	35 600,88	

ANALYSE DES REPORTS A NOUVEAU

ACTIVITES ASSOCIATIVES	GESTION PROPRE		GESTION CONTRÔLÉE	
	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES	REPORTS EXCEDENTAIRES	REPORTS DEFICITAIRES
<u>GESTION PROPRE ASSO.</u> REPORT A NOUVEAU PROPRE	1 102 573,01			
<u>E.S.A.T. PRODUCTION</u> REPORT A NOUVEAU PROPRE		16 924,46		
<u>S.E.S.S.A.D.</u> EXCEDENTS AFF MESURES EXPL LIBERAUX (KINE - ORTHO) PROJET ADOS FRAIS DEMENAGEMENT DEPART EN RETRAITE DIVERS REPRISE MES. EXPL FORMATION			50 000,00 11 440,60 26 196,31 21 255,47 14 950,09 1 139,54	
<u>E.S.A.T. SOCIAL</u> APPORT APSH 30 EXC. 2018-2019 EN ATTENTE			365,81	
<u>P.C.D. CONGES PAYES</u>				86 166,77
TOTAUX	1 102 573,01	16 924,46	125 347,82	86 166,77

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	13 830,56	2 606,72			16 437,28
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	13 830,56	2 606,72			16 437,28
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	19 555,04				19 555,04
Installations générales, agencements des constructions					
Install. techniques, Matériel et outillage	10 723,74				10 723,74
Install. générales, agencements divers	95 943,00				95 943,00
Matériel de transport	175 367,73				175 367,73
Matériel de bureau et informatique	88 324,31	2 121,60			90 445,91
Mobilier	37 945,80				37 945,80
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	427 859,62	2 121,60			429 981,22
Participations et créances rattachées		257 190,00			257 190,00
Autres titres immobilisés	66,59				66,59
Prêts et autres immob. financières	5 978,50				5 978,50
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	6 045,09	257 190,00			263 235,09
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	447 735,27	261 918,32			709 653,59

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTIES	Amortissements début exercice	Augmentations	Diminutions	Virement poste à poste	Amortissements fin exercice
Frais d'établissement					
Autres immobilisations incorporelles	11 781,06	1 491,13			13 272,19
TOTAL IMMOB. INCORPORELLES	11 781,06	1 491,13			13 272,19
Aménagement terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui	18 456,98	733,43			19 190,41
Installations générales, agencements des constructions					
Install. techniques, Matériel et outillage	10 401,75	100,00			10 501,75
Install. générales, agencements divers	79 113,00	14 225,65			93 338,65
Matériel de transport	122 176,18	18 263,17			140 439,35
Matériel de bureau et informatique	79 522,06	7 819,56			87 341,62
Mobilier	30 263,71	1 903,94			32 167,65
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL IMMOB. CORPORELLES	339 933,68	43 045,75			382 979,43
TOTAL AMORTISSEMENTS	351 714,74	44 536,88			396 251,62

TABLEAU DES FONDS PROPRES

NATURE	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	144 050,57				144 050,57
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves gestion propre	20 000,00				20 000,00
Réserves gestion contrôlée	243 510,11	13 796,86	17 230,35		274 537,32
Report à nouveau gestion propre	1 033 726,10	51 922,45			1 085 648,55
Report à nouveau gestion contrôlée	-1 601,98	58 013,38	1 139,54	18 369,89	39 181,05
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>					
Gestion propre	51 922,45	-51 922,45	40 368,55		40 368,55
Gestion contrôlée	71 810,24	-71 810,24	35 600,88		35 600,88
SITUATION NETTE	1 563 417,49		94 339,32	18 369,89	1 639 386,92
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	31 699,09		3 554,51		35 253,60
TOTAL FONDS PROPRES	1 595 116,58		97 893,83	18 369,89	1 674 640,52

TABLEAU DES RESERVES ET PROVISIONS

NATURE DES RESERVES ET PROVISIONS	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin d'exercice
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves gestion contrôlée :				
- Investissement	89 486,45	13 796,86		103 283,31
- Trésorerie	53 775,35			53 775,35
- Compensation des déficits	100 248,31			100 248,31
- Compensation des amortissements		17 230,35		17 230,35
Autres réserves	20 000,00			20 000,00
TOTAL RESERVES	263 510,11	31 027,21		294 537,32
Couverture du B.F.R.				
Renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	31 699,09	3 554,51		35 253,60
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	31 699,09	3 554,51		35 253,60
Provisions pour litiges				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour rémunérations des personnes handicapées (E.S.A.T.)				
Provisions pour départ retraite				
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour risques et charges		31 380,00		31 380,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		31 380,00		31 380,00
Dépréciation :				
- Immobilisations incorporelles				
- Immobilisations corporelles				
- Immobilisations financières				
- Stocks et en-cours				
- Comptes clients et usagers	1 700,00		1 700,00	
- Autres				
TOTAL DEPRECIATION	1 700,00		1 700,00	
TOTAL PROVISIONS	33 399,09	34 934,51	1 700,00	66 633,60

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT AU BILAN				
NATURE DES TITRES	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute fin exercice
PARTS SOCIALES C.R.C.A. PARTS SOCIALES CREDIT COOP	5 075,10 91,50			5 075,10 91,50
TOTAL DES VALEURS MOBILIERES	5 166,60	0,00	0,00	5 166,60

PLUS ET MOINS VALUES LATENTES				
NATURE DES TITRES	Valeur brute fin exercice	Valeur revente fin exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
PARTS SOCIALES C.R.C.A. PARTS SOCIALES CREDIT COOP	5 075,10 91,50	5 075,10 91,50		
PLUS ET MOINS VALUES LATENTES	5 166,60	5 166,60	0,00	0,00

PLUS ET MOINS VALUES DE L'EXERCICE				
NATURE DES TITRES	Plus-values de l'exercice	Moins-values de l'exercice	Dotation aux provisions	Reprise de provisions
PARTS SOCIALES C.R.C.A. PARTS SOCIALES CREDIT COOP				
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS DE L'EXERCICE	0,00	0,00	0,00	0,00

SUIVI DES FONDS DEDIES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES	Montant initial	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice	
		A	B	C	Montant global	Non utilisé (1)
						D=A+B-C
<u>Contributions financières autorités de tarification</u>						
S.E.S.S.A.D.						
CNR ARS						
<i>Départs retraite</i>	64 097,36	64 097,36			64 097,36	64 097,36
<i>Evaluation</i>	7 000,00	2 257,60			2 257,60	2 257,60
<i>Coop./Contract.</i>	8 496,22	7 116,22			7 116,22	7 116,22
<i>Autotests</i>	1 503,78	1 503,78			1 503,78	1 503,78
E.S.A.T. SOCIAL						
FONDS DEDIES INVEST.	8 700,00	8 700,00			8 700,00	8 700,00
<i>Transfert A.P.S.H.</i>						
CNR ARS EXPLOITATION	1 381,80	1 170,87			1 170,87	
<i>Déploiement MS365</i>						
Sous-total :	91 179,16	84 845,83			84 845,83	83 674,96
<u>Subventions d'exploitation</u>						
Sous-total :						
<u>Contributions financières d'autres organismes</u>						
Sous-total :						
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Projet Vie Sociale	87 899,07	51 727,55	399,84		52 127,39	
Sous-total :	87 899,07	51 727,55	399,84		52 127,39	
Total	179 078,23	136 573,38	399,84		136 973,22	83 674,96

(1) dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES		Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations		207 240,00			207 240,00
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières		6 045,09	5 978,50	66,59	
Débiteurs et comptes rattachés		4 505,99	4 505,99		
Autres créances		521 544,36	521 544,36		
Charges constatées d'avance		8 733,53	8 733,53		
TOTAL CREANCES		748 068,97	540 762,38	66,59	207 240,00
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice				
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
DETTES		Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
			A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)					
Emprunts (1) et dettes étab. de crédit (2)		16 943,30	4 538,86	12 404,44	
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Fournisseurs et comptes rattachés		39 628,82	39 628,82		
Dettes fiscales et sociales		195 808,13	195 808,13		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		4 264,06	4 264,06		
Produits constatés d'avance					
TOTAL DETTES		256 644,31	244 239,87	12 404,44	
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice		10 518,06		
(2)	Dont à 2 ans au maximum à l'origine				
	Dont à plus de 2 ans à l'origine		16 943,30		

PRODUITS A RECEVOIR

MONTANTS DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Créances rattachées à des participations	
2. Autres immobilisations	
3. Créances usagers et comptes rattachés	
4. Autres créances	18 162,05
5. Valeurs mobilières de placement	
6. Disponibilités	
TOTAL	18 162,05

CHARGES A PAYER

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

1. Emprunts obligataires	
2. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	41,35
3. Concours bancaires	
4. Emprunts et dettes financières diverses	
5. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 045,14
6. Dettes fiscales et sociales	122 004,00
7. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
8. Autres dettes	
TOTAL	131 090,49

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
1. Charges d'exploitation	8 733,53
2. Charges financières	
3. Charges exceptionnelles	
TOTAL	8 733,53
NATURE DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
4. Produits d'exploitation	
5. Produits financiers	
6. Produits exceptionnels	
TOTAL	

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

NATURE DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	
Dotations aux amortissements et provisions	3 554,51
TOTAL	3 554,51
NATURE DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	
Reprises sur provisions	
TOTAL	
<u>ELEMENTS SIGNIFICATIFS</u>	
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>	
DOT. PROVISION REGL. / PLUS-VALUES FINANCIERES	3 554,51
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>	

ENGAGEMENTS FINANCIERS

NATURE DES ENGAGEMENTS DONNES	
<ul style="list-style-type: none"> . Effets escomptés non échus . Avals et cautions donnés . Autres engagements donnés <ul style="list-style-type: none"> - Affectation hypothécaire - Nantissement matériel - Redevances de crédit-bail - Engagements en matière de retraite 	184 345,00
TOTAL	184 345,00

NATURE DES ENGAGEMENTS RECUS	
<ul style="list-style-type: none"> . Plafonds de découverts autorisés . Avals et cautions reçus . Autres engagements reçus <ul style="list-style-type: none"> - Biens reçus en crédit-bail 	
TOTAL	

TABLEAU DU PERSONNEL

CATEGORIES	EFFECTIF AU 31/12/2025			EFFECTIF EQUIVALENT TEMPS PLEIN 2025
	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
Cadres	2	5	7	5,05
Employés	5	18	23	21,31
Ouvriers				
Contrats Emploi Solidarité (C.E.S.)				
Contrats de qualification				
Contrats Initiative Emploi (C.I.E.)				
Contrats d'Accompagnement dans l'emploi (C.A.E.)				
Contrats d'Apprentissage (C.A.)		1	1	1,00
Travailleurs handicapés	3	8	11	6,27
TOTAUX	10	32	42	33,63

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Charges	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole	34 238,64	38 746,50
Total des contributions volontaires	34 238,64	38 746,50

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Produits	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Bénévolat	34 238,64	38 746,50
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total des contributions volontaires	34 238,64	38 746,50
<u>Méthodes de quantification et de valorisation retenues :</u> 1 974 heures * 11,88 Euros SMIC HORAIRE 2025 +46% de charges sociales		

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

NATURE DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS	MONTANT
. Concours publics À la charge de l'Assurance maladie À la charge de l'État À la charge du Département À la charge des Caisses d'Allocations Familiales À la charge d'autres financeurs	1 291 543,13 103 904,31
. Subventions d'exploitation Union Européenne État (ARS - MDPH - DIRECCTE) Département Collectivités territoriales (Région Occitanie / Nîmes Métropole) Établissements publics à caractère administratif (Agefiph) Établissements publics à caractère industriel et commercial Ville (Nîmes / Alès / Bagnols-sur-Cèze / Jonquières-Saint-Vincent) Aide forfaitaire à l'apprentissage	455 360,82 60 910,76 19 120,00 85 000,00 32 000,00 13 350,00
. Subventions d'investissement Union Européenne État Région Département Collectivités territoriales Établissements publics à caractère administratif Établissements publics à caractère industriel et commercial Ville	
TOTAL	2 061 189,02

HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

	CONTRÔLE LEGAL DES COMPTES	S.A.C.C.	TOTAL
.Honoraires T.T.C. au 31/12/2025	4 648,80		4 648,80
TOTAL	4 648,80		4 648,80